



REVUE INTERNATIONALE DE
COMMUNICATION ET SOCIALISATION

**PARTICIPATION SOCIALE
ET DEFIS DE LA RELATION DE SOUTIEN**

Volume 1, numéro 2

2014

PARTICIPATION SOCIALE ET DÉFIS DE LA RELATION DE SOUTIEN : LIMINAIRE

JEAN-CLAUDE KALUBI, UNIVERSITE DE SHERBROOKE, CANADA¹

1. VISION D'UN PONT MULTIDISCIPLINAIRE

Parler de participation sociale, c'est forcément ouvrir une fenêtre sur les aspects d'un vocabulaire sociopolitique. C'est aussi se prêter au jeu d'une culture, d'un courant idéologique, d'une forme d'influence, d'un langage d'usage durable, d'un appel à l'action et à la concertation, etc. Ce concept impose une vision reliée à des ponts multidisciplinaires. Il permet de comprendre le passé et de questionner l'avenir des pratiques dans différents domaines d'intervention sociale.

Pour Fougeyrollas (2002), ce concept renvoie forcément aux réalisations humaines en rapport avec les habitudes de vie d'un milieu (école, milieu de travail, quartier, etc.), les activités visibles et les rôles sociaux déterminés.

D'un point de vue historique, certains auteurs font remonter l'émergence de ce concept aux années 60, dans la foulée des luttes communautaires pour l'affirmation de soi (Schur, Shields et Schriener, 2003). Ces auteurs décrivent une approche ascendante centrée sur les actions des populations de base et sur les groupes engagés dans l'organisation de la société. En l'occurrence, ils soulignent les réactions affirmatives venant des groupes sociaux défavorisés, y compris des groupes issus des sociétés coloniales ou postcoloniales. Des membres de ces groupes ont pris la parole pour témoigner de leur volonté d'agir, de se développer, de prendre en mains leur destin et contribuer à la résolution des problèmes de leurs collectivités.

Au tournant des années 80, un discours inversé et une approche descendante se sont imposés. Plusieurs experts vont s'emparer du concept de participation citoyenne pour montrer aux groupes ciblés comment devenir des acteurs du changement, en partant des besoins spécifiques. La confiscation de la parole de ces groupes s'est faite dans une logique de gestion des masses par le haut (Tremblay, 2011). Les usages inflationnistes du discours sur la responsabilisation des citoyens se sont accentués.

Vers la fin des années 90, une nouvelle tendance va s'affirmer. Et l'on va assister à un appel au partage de l'espace discursif, sous l'égide des pouvoirs publics. Le concept de participation sociale fera l'objet de nombreux forums de réflexion organisés par des représentants gouvernementaux. Ceux-ci en ont fait une voie d'action en faveur de la cohésion sociale (Jansen, Chioncel et Dekkers, 2006). Dès lors, le concept de participation sociale est devenu un pont symbolique (O'Neill, B. 2006) aidant à orienter des réflexions et décisions dans plusieurs domaines d'intervention sociale. Plusieurs spécialistes en ont fait le pilier de leurs propositions, insistant sur la promotion des choix participatifs (Milner, 2004). Au-delà de l'unanimité

¹Adresse de contact : jc.kalubi@usherbrooke.ca

**Pour citer cet article : Kalubi, J.C. (2014). Participation sociale et défis de la relation de soutien : liminaire, *Revue Internationale de Communication et Socialisation*,1(2),

apparente, des questions demeurent sur le sens et les nouveaux usages de ce concept, notamment lorsque il s'agit des domaines particuliers de l'intervention sociale.

Depuis le début des années 2000, des groupes de réflexion, sous l'égide des institutions gouvernementales du Québec, ont organisé des rencontres de travail pour tenter de relier la vision de l'inclusion aux initiatives de participation sociale (Raymond, Gagné, Sévigny et Tourigny, 2008; MSSS, 2001). Ces groupes ont eu le mérite d'attirer l'attention du public sur le fait que

- a) la participation sociale est toujours d'actualité, comme paradigme en évolution dans plusieurs services offerts, notamment dans le champ de la santé et des services sociaux;
- b) la participation sociale est un phénomène complexe qui exige de la rigueur dans sa définition et dans la présentation des possibilités d'actions;
- c) la participation sociale requiert des offres des services clairs et une organisation de qualité.

La participation sociale est reliée à l'existence des échanges réciproques et signifiants entre la personne et les autres membres de son environnement de vie. Elle fait appel au sens de l'autonomie et stimule l'esprit de prise de décision, permettant à la personne concernée de pouvoir exercer tous ses droits en tant qu'acteur principal de sa vie. Elle construit dans des contextes où sont possibles des cas d'exclusions ou d'inégalités dans l'accès aux biens.

Toutes les caractéristiques mentionnées ci-dessus ont fait l'objet d'une attention particulière et d'une synthèse éclairante, élaborée par le Ministère de Santé et Services Sociaux (2001), dans le cadre de sa politique de soutien intitulée De l'intégration sociale à la participation sociale. Cette politique se veut futuriste (Fougeyrollas, 2010). Elle a été élaborée dans le but d'aider à redynamiser les pratiques d'inclusion. Elle a contribué également à fétichiser (Todorov, 1999) ce concept, en mettant l'accent sur le développement des capacités et habiletés personnelles, sur l'amélioration de l'image sociale, ainsi que sur l'actualisation des objectifs de soutien au sein de la communauté. Ainsi pourrait s'expliquer la multiplication des usages du concept de participation sociale dans l'espace francophone. Comme enjeu majeur, il se retrouve dans plusieurs programmes et touche la plupart des milieux de pratique.

Or, la plupart de ces milieux ont connu de profondes mutations. Certains ont vécu des périodes de ségrégation; d'autres sont passés à l'ouverture envers les masses populaires. Partout prime désormais une valorisation de la capacité de participer aux efforts de construction de la société. En effet, le processus de participation sociale fait partie des acquis de la société contemporaine. Une approche positive s'est imposée dans plusieurs domaines, montrant que les gens peuvent apprendre, agir autrement, transformer leur vie et changer le sort des membres de leur collectivité. C'est dans ce sens que se sont orientés les choix décisifs, lors des interventions sur le terrain. Plus les citoyens participent aux efforts communs, plus s'améliore l'image collective de la société, même si les défis à relever sont nombreux.

2. LES DÉFIS DE LA RELATION DE SOUTIEN

Dans leur article inclus dans la présente revue, Lessard et Nadeau montrent que les élèves à risque de décrochage scolaire perçoivent moins de soutien de la part de leurs enseignants. Un tel écart augmente la distance par rapport à la relation de soutien et renforce le rythme du décrochage. C'est pour cela que les enseignants engagés dans le Projet Trait d'Union s'investissent dans le renforcement des rôles de soutien auprès de l'élève. Ils veulent inverser une telle tendance. Par ailleurs, les enseignants travaillant dans des

classes peuplées gèrent des effectifs pléthoriques; ils éprouvent souvent des difficultés lors de l'ajustement de leurs rôles, voire de leur accompagnement à l'apprentissage. Ainsi, dans leur article, Kaboré et Idany soulignent les effets d'une gestion chaotique du climat de la classe sur l'évolution du rendement des élèves. Il s'agit d'un autre défi qui pèse sur les relations de soutien et qui limite la participation citoyenne de nombre d'élèves, par rapport à la vie de leur classe.

Dans un contexte privilégiant l'inclusion au Brésil, Fleuri montre que les défis de la relation de soutien dépendent du niveau d'organisation des processus éducatifs, en tenant compte tant des besoins de développement de langages, de discours, de pratiques que des contextes relationnels polyphoniques. Pour Boily et Trudel, tout défi influant sur la participation sociale relève des orientations de la culture dominante. Car, celle-ci renvoie à des valeurs et actions qui vont jouer un grand rôle dans les relations de soutien. Cette situation n'est pas inconnue de milieux universitaires. En effet, beaucoup d'universités espagnoles ont été soumises à changements accélérés. Certains acteurs y sont restés rigides; ils ont eu de la difficulté à s'ajuster aux nouvelles exigences. L'article de Madrid et Barcia montre entre autre le défi méthodologique posé aux ressources d'accompagnement, lorsque l'on tente d'aider les étudiants en difficulté et de stimuler leur pleine participation au fonctionnement du nouveau système de formation issu des accords de Bologne. Enfin, l'article de Haelewyck montre clairement comment la force de la stigmatisation pose problème aux personnes présentant des incapacités, autant qu'aux intervenants. L'ajustement régressif voire négatif, pour la personne aidée, constitue une source de dysfonctionnement dans l'accompagnement professionnel et un risque permanent d'isolement. En définitive, la sensibilisation à la participation sociale offre des conditions adéquates pour les milieux d'intervention, pour la collaboration avec des partenaires et pour la promotion de la participation sociale, dans le cadre d'une société à visée plus inclusive. Il s'agit de reconnaître l'accent que la collectivité met sur les droits du citoyen responsable au sein de la société, ainsi que sur la protection de la qualité de vie pour tous.

3. RÉFÉRENCES

- Fougeyrollas, P. (2002). L'évolution conceptuelle internationale dans le champ du handicap : enjeux socio-politiques et contributions québécoises. *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé*, 4(2), 1-24.
- Raymond, É., Gagné, D., Sévigny, A., Tourigny, A. (2008). La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé. Québec : ASSS et INSPQ.
- Tremblay, M. (2011). Le mouvement d'émancipation des personnes ayant des limitations fonctionnelles : de la reconnaissance des droits à la participation citoyenne. *Revue Développement humain, handicap et changement social*, 19(2), 7-22.
- Schur, L., Shields, T. & Schriener, K. (2003). Can I make a Difference? Efficacy, Employment, and Disability. *Political Psychology*, 24(1), 119-149.
- O'Neill, B. (2006). *Human Capital, Civic Engagement and Political Participation : Turning Skills and Knowledge into Engagement and Action*. Calgary : University of Calgary.
- Jansen, T., Chioncel, N. & Dekkers, H. (2006). Social cohesion and integration : Learning active citizenship. *British Journal of Sociology of Education*, 27(2), 189-205.
- Milner, H. (2004). *La Compétence civique : Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*. Ste-Foy : Les Presses de l'Université Laval.
- Fougeyrollas, P. (2010). *La funambule, le fil et la toile. Transformations réciproques du sens du handicap*. Ste-Foy : Les Presses de l'Université Laval.
- Todorov, T. (1999). *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*. Paris : Seuil.